

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 09/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OCV CHAMBERY INTERNATIONAL**

767, quai des Allobroges  
73000 Chambéry

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement OCV CHAMBERY INTERNATIONAL implanté 767, quai des Allobroges 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 01/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale relative à la surveillance des rejets aqueux dans les établissements classés sous le régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCV CHAMBERY INTERNATIONAL
- 767, quai des Allobroges 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement OCV CHAMBERY INTERNATIONAL réalise des activités de recherche et développement dans le domaine du renforcement et composite, de l'ensimage, du fibrage, et essais de verre. Il accueille également la direction technique du groupe et les activités administratives

centrales européennes.

L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement de l'établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative des ICPE	Code de l'environnement, article R. 511-9	Sans objet
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Respect des VLE / Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
9	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne connaissance de ses installations et des prescriptions réglementaires applicables en termes de surveillance des rejets aqueux. Les échanges ayant eu lieu lors de la visite d'inspection pourront cependant conduire l'exploitant à solliciter, auprès de monsieur le préfet de la Savoie, une révision de certaines prescriptions applicables.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, -
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne A de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> La dernière situation administrative de l'établissement connue de l'administration correspond à la situation présentée dans le courrier préfectoral du 07/03/2014. L'exploitant a profité du point sur la situation administrative de son établissement pour apporter des précisions / solliciter l'avis de l'inspection des installations classées sur les points suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>rubrique 1185-2-a</u>: l'exploitant a indiqué que le groupe froid était actuellement en panne et qu'une réflexion était en cours à propos du nouvel équipement et des évolutions à venir en 2024 (mise en place d'un nouveau groupe froid ou d'une pompe à chaleur);</li><li>• <u>rubrique 2530-2-a</u>: les installations sont actuellement classées sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2530-2-a en raison de l'utilisation de différents types</li></ul>

de verre (sodocalciques et autres) pour une capacité d'environ 700 kilogrammes par jour. L'exploitant a indiqué que depuis 2021, seuls des verres de type sodocalciques sont utilisés au sein de l'établissement de Chambéry pour une capacité toujours égale à environ 700 kilogrammes par jour. L'exploitant sollicite donc à ce titre une révision du classement de ses installations et un basculement vers la rubrique 2530-1-b. Les seuils de classement étant différents entre les 2 sous rubriques 2530-1 et 2530-2, les installations de l'établissement seraient désormais classées sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2530-1-b.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réaliser la déclaration de cessation d'activités au titre de la rubrique 2530-2-a (notification au préfet de la Savoie) et réaliser la déclaration initiale en ligne d'une installation classée au titre de la rubrique 2530-1-b : <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan des réseaux version D du 31/12/2022 (dernière mise à jour réalisée à l'issue des travaux relatifs à l'aménagement de la cantine). Ce document indique qu'il existe un unique point de rejet vers le réseau urbain. L'exploitant dispose à ce titre d'une convention de rejets avec GRAND CHAMBERY.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduares sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Un contrôle visuel de l'unique point de rejets vers le réseau urbain a été réalisé lors de la visite d'inspection et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées (aucun rejet constaté lors de la visite d'inspection). Le point de rejet est situé au droit de la cour à l'arrière de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le point de prélèvement permet de prélever des échantillons et de mettre en place des points de mesures. L'exploitant a indiqué que le technicien du prestataire en charge de la réalisation de la surveillance des rejets aqueux est toujours la même personne et qu'il intervient de façon autonome après avoir prévenu l'exploitant de son intervention / sa présence au sein de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
<b>Constats :</b> La surveillance des rejets aqueux est assurée par l'exploitant selon une fréquence mensuelle: <ul style="list-style-type: none"><li>• le prestataire en charge du prélèvement est SAFEGE;</li><li>• le laboratoire en charge des analyses est SAVOIE LABO;</li><li>• l'exploitant saisit les résultats dans un tableau de suivi interne et transmet les informations à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF.</li></ul> L'exploitant a présenté le tableau de suivi avec en particulier les données relatives à la période allant de janvier 2023 à février 2024. Seules les données relatives aux valeurs limites d'émissions (VLE) en termes de concentration sont présentées dans le tableau. <b>L'exploitant a indiqué que le document serait mis à jour afin de faire également apparaître le suivi du flux (calcul réalisé à partir du débit mesuré).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Respect des VLE / Actions correctives en cas de dépassement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE / Actions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 21-II :</u> « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »

<p><b>Article 58-IV</b></p> <p>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué qu'il mettrait à jour son document de suivi des rejets aqueux pour intégrer et afficher le suivi des flux.</b></p> <p>La consultation des documents par sondage lors de la partie en salle n'a pas révélé de dépassements des VLE à l'exception de quelques dépassements pour le paramètre DCO/DBO5. En réponse à la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait pour rappel indiqué par courrier du 11/09/2018 que le suivi de ce rapport l'amenait à s'interroger sur les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la consommation d'eau de ville et d'eau brute de l'établissement est plutôt constante sur les 10 dernières années;</li> <li>les rejets non biodégradables de l'établissement n'ont fait que diminuer au cours de cette même période. Le rapport DCO/DBO5 ne devrait donc qu'être en baisse également;</li> <li>le flux de chacun des 2 paramètres DCO et DBO5 est 100 fois inférieur aux VLE ce qui a une forte influence sur la variabilité du rapport;</li> <li>la moyenne du rapport DCO/DBO5 sur la période allant de janvier 2017 à septembre 2018 était égale à 3,18 (pour une VLE égale à 3).</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il s'interrogeait, au vu de l'activité de recherche et développement qu'il réalise au sein de son établissement de Chambéry, de la pertinence du suivi du rapport DCO/DBO5.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de solliciter auprès de monsieur le préfet de la Savoie une révision des prescriptions réglementaires applicables en transmettant un dossier avec l'ensemble des pièces justificatives associées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Transmission GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point est conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Débit de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> La mesure du débit est réalisé selon une périodicité mensuelle, de façon ponctuelle et sur une durée de 24 h (débitmètre mis en place par le prestataire SAFEGE). La valeur mesurée chaque mois permet à l'exploitant d'obtenir une valeur moyenne mensuelle et de réaliser sa déclaration annuelle. Contrairement à ce qui est indiqué au point 2 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 24/01/2001, la mesure du débit n'est pas effectuée en continu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Cf. point de contrôle n°6
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée (ZER), ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 04/07/2023 le rapport RA23-021 établi le 22/06/2023 par IN SITU INGENIERIE ET ACOUSTIQUES suite à la campagne de mesures des niveaux sonores réalisée du 20 au 21/06/2023 au sein de son établissement de Chambéry.  <u>Implantation des points de mesures:</u> Les mesures ont été réalisées au droit des points 1, 2 et 6 en lieu et place des points 1, 2, 3, 4 et 5 dont l'implantation est présentée à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 24/01/2001. L'exploitant a indiqué que les points 4 et 5 relatifs aux précédentes campagnes de mesures étaient placés derrière les habitations de la rue François Descotes afin de mesurer les niveaux de bruit résiduel lorsque les installations de l'établissement fonctionnaient 24h/24 et qu'ils ont été supprimés étant donné que les activités de l'établissement cessent désormais après 18h30. L'exploitant a également indiqué que la mesure des niveaux de bruit résiduel était désormais uniquement réalisée au droit des points 1 et 2 sur la période allant de 18h30 à 22h. L'exploitant a enfin précisé que le point 3 n'existait plus depuis quelques temps et qu'il avait été remplacé par le point 6 implanté à l'ouest du site au niveau de l'ancien portail de livraison accessible depuis l'avenue Alsace Lorraine.

Résultats des mesures:

Les mesures des niveaux sonores en limite de propriété ont été réalisés au droit des points 1, 2 et 6 lors des horaires de fonctionnement de l'établissement (de 7h à 18h30) ainsi que sur la période diurne allant de 18h30 à 22h. Aucune mesure des niveaux sonores n'a été réalisée sur la période nocturne.

Un dépassement du seuil réglementaire de 52 dB a été mesuré au droit du point 1 sur la période 7h-18h30. Le dépassement a également été mesuré au droit du point 1 sur la période 18h30-22h lorsque les installations de l'établissement sont à l'arrêt. Le dépassement constaté n'est donc, selon l'exploitant, pas lié à l'exploitation des installations.

Les mesures réalisées en limites de propriétés au droit des points 2 et 6 respectent les valeurs limites réglementaires.

Les mesures des émergences ont été réalisées au droit des points 1 et 2 en période diurne et sont conformes aux valeurs limites réglementaires

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de porter à la connaissance du préfet de la Savoie toute modification éventuelle de ses installations avant leur réalisation et qu'il est à ce titre possible de solliciter une demande d'aménagement des prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 24/01/2001.

**Type de suites proposées :** Sans suite